

"Nous, les Allemands, nous devons plus que jamais affiner aujourd'hui et à l'avenir notre sens politique et notre conscience historique".

Discours de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, prononcé le 13 décembre 1989 à l'occasion de sa nomination au titre de citoyen d'honneur de Berlin.

Je dois avouer que je suis ému et touché. La dignité que confère la citoyenneté d'honneur de cette ville signifie pour tous les Allemands quelque chose d'extraordinaire car cette ville a toujours eu une grande signification pour le sort de chacun de nous.

Je me souviens parfaitement de ce jour d'automne 1953. Ma femme et moi étions en voiture quelque part sur l'autoroute, et avons appris par la radio la mort d'Ernst Reuter. Nous nous sommes arrêtés et avons tentés de surmonter le choc que cette nouvelle nous avait fait. Ernst Reuter était un grand maire de cette ville, une des figures marquantes de l'après-guerre et, en même temps, une personnalité hors du commun non seulement pour la social-démocratie allemande mais pour le peuple allemand tout entier. J'ai encore à l'oreille les paroles qu'il a prononcées pendant le blocus de Berlin. Peut-être avons-nous aujourd'hui, à la veille du centenaire de sa naissance, l'occasion de nous rappeler cette phrase qu'il a lancée de Berlin à la face du monde le 9 septembre 1948, en plein blocus: "Peuples du monde entier, regardez cette ville".

J'ai de nombreux souvenirs rattachés à Berlin. Ces semaines où le mur a déchiré la ville et le Rideau de Fer s'est abaissé sans faille. Auparavant, mes souvenirs personnels remontent à la guerre. Je crois que j'ai eu six ou huit adresses dans cette ville.

Petit à petit, la splendeur originale de la ville a été détruite. C'est alors que reviennent à ma mémoire les souvenirs de mon école, avant la guerre, des souvenirs de la grande métropole que Berlin était devenue durant la République de Weimar.

Pendant plus de cent ans, Berlin était devenue la ville du destin des Allemands à une époque que le comte Christian Krockow a récemment décrite comme "drame centenaire des Allemands". Le rayonnement de la ville comme centre culturel de l'Allemagne n'a toutefois duré que de 1871, de la création de l'Empire par Bismarck, à 1933. Et c'est surtout dans les années 1918-1933 que le mythe de Berlin s'est forgé.

Certes, Berlin n'est qu'un nouveau-venu dans le groupe des grandes villes européennes. Contrairement aux autres métropoles d'Europe, Venise ou Florence, Amsterdam, Londres, Paris ou Vienne, il n'y avait pas ici de castes dirigeantes établies depuis des siècles ni de grandes familles pour cultiver les traditions. Mais il y avait en revanche quelque chose d'autre qui a fait le charme particulier de la ville, à savoir des hommes venus de partout et qui ont marqué de leur sceau la vie culturelle et le style de vie berlinois.

Cette tradition d'accueil désintéressé des bannis et des opprimés, de tous ceux qui cherchaient la liberté de l'esprit, remonte à très loin: à l'époque de l'édit de tolérance du prince électeur en 1685. Depuis cette date, des hommes sont venus de toute part s'établir à Berlin: de France, de Silésie, de Pologne, de Galice, du Portugal et d'ailleurs encore.

## Fundação Cuidar o Futuro

Pour parler comme Krockow, je dirais: "La bénédiction de la ville vient de ce que la Prusse a fait venir de l'étranger ses philosophes, ses savants, ses artistes et même ses ministres et ses généraux. La ville a été marquée par cet afflux". L'écrivain Kurt Tucholsky a dit: "La beauté de plus d'une femme atteste la venue des Huguenots à Berlin, sans parler de toute l'oeuvre de Fontane".

Berlin, ville culturelle, c'était dans les folles années vingt Berlin, la ville du théâtre. En novembre 1919, le grand théâtre de la ville a ouvert ses portes avec L'Orestie d'Eschyle dans une mise en scène de Max Reinhardt avec Alexander Moissi, Werner Kraus et Agnes Staub dans les rôles principaux.

Ici, il convient de mentionner Albert Bassermann et Fritz Kortner. Erwin Piscator a pour sa part créé le théâtre épique et politique. Il y avait à l'époque près de 40 théâtres à Berlin. D'innombrables créations ont eu lieu, de Brecht et Bronnen à Werfel et Zuckmayer. En 1932, le Théâtre allemand mettait à l'affiche ce qui avait une valeur symbolique et prophétique, la tragédie de Bernhard Hauptmann "Avant le coucher du soleil".

Berlin était aussi la métropole de la vie musicale. Depuis 1922, Furtwaengler dirigeait l'orchestre philharmonique de Berlin, à la suite de Wikisch. Bruno Walter y donnait ses concerts; Erich Kleiber et Otto Klemperer étaient au pupitre à l'Opéra. On donnait en création les oeuvres de Kurt Weill et de Paul Hindemith. Walter Felsenstein s'inscrit dans cette ligne.

Berlin était aussi la capitale des écrivains: Alfred Kerr, Alfred Polgar, Willy Haas, Alfred Döblin; Theodor Wolf était rédacteur en chef du Berliner Tageblatt, Ossietzky et Tucholsky exerçaient leurs talents dans la "Weltbühne". Il y avait de nombreuses revues littéraires de bon niveau qui réunissaient en un seul numéro des noms comme ceux de Maurois, Musil - lequel a d'ailleurs écrit une bonne partie de "L'homme sans qualité" dans son appartement du Kurfürstendamm -, Kafka et Werfel.

On pourrait ajouter que Berlin était aussi la ville des éditeurs et des maisons d'édition. Heinrich Mann a écrit à cet égard: "Aujourd'hui, c'est à Berlin qu'on discerne les contours de l'avenir de l'Allemagne. Qui veut nourrir quelque espérance n'a qu'à tourner le regard vers Berlin. (...) L'unité de l'Allemagne s'y forge, bien plus sûrement que par des lois, à l'aide de cette force rayonnante qui naît du foyer de civilisation qu'est Berlin. Oui, Berlin va devenir la capitale bien aimée, nul ne pouvait s'y attendre".

On pourrait aussi bien citer Carl Zuckmayer: "Berlin avait le goût de l'avenir et pour goûter cette saveur, on oubliait la saleté et le froid".

Tout ceci ne peut être qu'un bref extrait. Il faudrait y ajouter la contribution des Juifs à ce qu'on a appelé plus tard l'esprit prussien. Il faudrait commencer par Moses Mendelssohn et aller jusqu'à Rahel Varnhagen dans le salon de qui Heinrich Mann avait ses entrées. Il conviendrait également d'évoquer la grande tradition philosophique de l'Université qui a accueilli Hegel et Fichte et leurs philosophies qui n'ont d'ailleurs pas eu qu'une influence positive sur l'évolution de la pensée en Allemagne.

Tout ce que je viens d'évoquer faisait partie d'un seul et unique ensemble auquel Ernst Reuter pensait lorsqu'à un moment de grande détresse il a lancé à la face du monde son cri: "Regardez cette ville".

Aujourd'hui, cette phrase reprend une signification mais ce n'est pas la détresse de la ville qui mérite d'attirer l'attention des peuples, c'est l'espoir et la chance que nous ressentons tous en ces jours.

N'est-il pas vrai en ces jours qu'il apparaît à nouveau vraisemblable que Berlin puisse redevenir cet aimant pour les hommes de tous horizons, que Berlin puisse derechef accueillir une multitude débordante d'idées et d'improvisations sur les plans artistique, scientifique et social? Lorsque le mur s'est ouvert, on a aperçu un court instant ce Berlin-là, cet avenir pour Berlin.

Dans cette ville, personne n'a jamais oublié qu'en avril 1945 a pris fin une guerre mondiale déclenchée et menée jusqu'au bout par le Reich allemand qui, finalement, l'a perdue jusqu'au bout. Le résultat de cette guerre n'a pas été confiné à la destruction de Berlin et de nombreuses autres villes mais a entraîné la division de l'Europe et de l'Allemagne par les accords de Yalta et de Potsdam.

Depuis, nous avons vécu en Europe une série de phases de confrontation, d'armement et de détente; des phases pendant lesquelles l'Est augmentait son avance en armements et où l'Occident rattrapait son retard afin de préserver l'équilibre militaire avec l'Est. Notre "Ostpolitik" a passé par toutes ces phases et, depuis le début des années 70, a tout entrepris pour maintenir le tissu de relations entre les Allemands des deux Etats allemands et pour faciliter ces relations. Toute la politique visait à atteindre le but suivant: maintenir chez les Allemands le sentiment d'avoir des choses en commun et, partant, de préserver l'option ancrée dans le préambule de la Loi fondamentale.

Depuis cet été, l'état de la nation avance à un rythme rapide. Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, il y a eu une révolution qui en mérite le nom. Depuis lors, et singulièrement depuis que le chancelier Helmut Kohl a présenté le 22 novembre son plan en dix points, la situation a évolué: Voir les réactions à Washington, Moscou, Paris, Varsovie, Malte, Kiev et Strasbourg, dans la plupart des capitales d'Europe et avant tout en RDA.

Le SED s'est révélé être "un empereur sans ornement". Le parti est fini sur le plan moral. Herbert Werner l'avait déjà prédit il y a un quart de siècle lorsqu'il déclarait: "L'expérience que fait le SED se terminera d'une façon effroyable dans des jérémiades morales et l'anéantissement éthique de ceux qui, dans des intentions louables, ont tenté de mettre en pratique des idées communistes ou des conceptions sociales communistes". L'année prochaine, le 6 mai, il doit y avoir des élections en RDA. Jusqu'à la formation d'un gouvernement issu des premières élections législatives libres, au moins cinq mois vont passer, à compter d'aujourd'hui. Jusque-là, beaucoup d'incertitudes pour l'avenir de la

nation allemande restent. Et beaucoup d'incertitudes et de domaines obscurs se révéleront après les élections du 6 mai.

Toutefois, un rapprochement réciproque progressif des deux Etats allemands, par le biais d'une coopération dans des domaines complémentaires et par des institutions complémentaires, est vraisemblable. Il est même hautement souhaitable. Quiconque se prononcerait contre ce rapprochement pourrait déclencher un dangereux nationalisme allemand.

18 Dez. '71

Après la grandiose révolution en RDA - grandiose en raison de l'absence de toute violence -, il est important maintenant de comprendre l'ordre nécessaire des priorités.

Ce qu'il y a de plus important, c'est d'établir la garantie totale de la dignité et de la liberté des personnes, de construire une démocratie parlementaire et un Etat de droit fiable en RDA. Avant le 6 mai, il faut que certains paragraphes du code pénal de la RDA soient supprimés et que l'indépendance des tribunaux soit absolue afin que les citoyens en colère n'en viennent pas à pratiquer eux-mêmes la justice et entraînant ainsi le pays dans le chaos.

En second lieu, il y a la nécessité - impérieuse pour tous les Allemands - de prendre en considération les intérêts des autres peuples européens, de leurs Etats et de leurs gouvernements. De nombreux peuples du Nord et du Sud de l'Europe vivent dans des presqu'îles aux confins de notre petit continent, certains mêmes vivent dans des îles. Il n'y en a que peu - les Allemands et les Polonais - qui vivent au centre, dans cet étroit corridor entre la Mer Baltique et les chaînes montagneuses. Nous, les Allemands, nous portons le poids d'une situation géographique particulièrement défavorable. Nous avons plus de voisins que tout autre peuple. C'est pour cette raison qu'il nous est plus difficile qu'aux autres Européens de vivre en bonne entente avec nos voisins.

Du temps d'Hitler, des soldats allemands ont combattu sur le territoire de plus de la moitié des Etats européens, du Cap Nord jusqu'en Afrique du Nord, de Madrid au Caucase. Des crimes affreux ont alors été commis. Aussi, nous ne devons pas nous étonner si aujourd'hui nos voisins expriment leurs inquiétudes de voir, pour la première fois depuis 1945, la possibilité qui s'offre aux Allemands de construire un toit commun au-dessus de leurs têtes. C'est pourquoi il importe de réfléchir à la manière dont nous pouvons rendre ce processus supportable à nos voisins et lui donner une forme qui leur soit utile à eux aussi.

La question de savoir si le processus de rapprochement entre les deux Etats allemands peut avoir lieu et jusqu'où il peut aller dépend en premier lieu des Allemands de la RDA. Il est vraisemblable que la dégradation de la situation économique en RDA et la disparité économique entre la RFA et la RDA vont bientôt renforcer le désir de voir construire au minimum un toit économique commun. Nous, les Allemands de l'Ouest, nous y serons prêts. Beaucoup d'entre nous éviteront d'utiliser le mot de "réunification"; que signifie en effet ce "ré" de "réunification"? Nous ne voulons pas d'un retour comme au temps d'Hitler, ni au temps de la République de Weimar ni de l'époque wilhelminienne.

Nous, les Allemands de l'Ouest, nous sommes, pleins d'espoir, prêts à favoriser ce qu'il y a de commun chez les Allemands. "Ce qui fait partie du même ensemble grandit ensemble", a déclaré à bon droit Willy Brandt. Mais nous devons savoir une chose: nous ne pouvons pas réaliser tout seuls l'intérêt des Allemands. La foi des Allemands ne peut déplacer aucune montagne et ne doit ni déplacer de frontière ni vouloir les supprimer: elle ne le peut pas afin de préserver la paix.

Ici, il nous faut prendre en considération trois catégories d'intérêts:

1. assurer sur le plan stratégique les intérêts de l'Union soviétique, son statut de puissance mondiale et sa sécurité en Europe.
2. la crainte de beaucoup d'hommes dans les deux parties de l'Europe d'un retour de l'impérialisme soviétique, que Gorbatchev soit renversé ou bien que la perestroïka renforce à longue échéance l'Union soviétique,
3. l'intérêt commun à presque tous les autres Européens d'empêcher le rétablissement ultérieur de l'hégémonie allemande.

Il semble difficile de concilier ces intérêts avec les siens propres. Pour ma part, je crois que cela est possible. En plusieurs endroits, on travaille aujourd'hui à concevoir des modèles et des schémas d'avenir pour les structures de l'Europe et des deux alliances militaires. Certains de ces modèles pèchent tout à fait par excès d'anticipation. Il ne faut pas mettre la charrue devant les boeufs.

Toutefois, il y a des principes et des buts qu'on ne doit pas perdre de vue.

Parmi eux, le droit à l'autodétermination, rappelé à plusieurs reprises par les Nations-Unies et qui vaut évidemment aussi pour nous, les Allemands. L'acte final d'Helsinki de 1975 n'y a rien changé; la suite du processus d'Helsinki

qu'envisagent toutes les parties contractantes, va dans le sens de la défense des intérêts allemands. Indépendamment de cela, l'accord quadripartite sur Berlin et l'accord sur l'Allemagne entre les trois Alliés occidentaux et la RFA continuent d'être en vigueur.

Les intérêts sur le plan de la sécurité de toutes les parties concernées exigent un équilibre des forces militaires stationnées en Europe, la raison commande d'en diminuer le nombre actuel par des accords de désarmement. Le système de sécurité qui, espérons, en ressortira et qui vaudra pour toute l'Europe (ou bien en d'autres termes: "l'ordre de paix européen") a besoin de la participation des Etats-Unis et des systèmes de défense à l'Ouest et à l'Est. Le débat de la fin du XX-ème siècle ne devrait pas porter sur une dissolution des alliances militaires; en cas de création progressive d'une confédération par les deux parties allemandes, un statut militaire particulier peut être adapté au territoire de la RDA. Ce statut permettrait de maintenir la présence de troupes soviétiques sur une période à fixer.

Les Etats démocratiques d'Europe de l'Est ont besoin d'une importante aide économique de la part de la Communauté Européenne afin que les jeunes démocraties puissent se stabiliser. La proposition de François Mitterrand à Strasbourg de créer une banque européenne d'investissements me paraît bonne. Le plan Marshall ne devrait pas rester un événement singulier dans l'histoire de l'Europe. Nous autres en Europe de l'Ouest sommes riches, nous pouvons donner un peu de notre richesse.

La Communauté Européenne n'est pas seulement une ancre stabilisatrice commune en économie, elle est aussi le centre de gravité politique du continent. Nous, les Allemands, ne devons pas mettre en péril le but qu'est l'union économique et monétaire ni le but final qu'est l'union politique: ce n'est qu'en tant que membre de la Communauté que nous pouvons espérer apaiser les craintes de nos voisins. La communauté Européenne a besoin d'être approfondie, par exemple par la création d'un système européen des banques centrales, par une politique étrangère commune et, espérons pour un jour pas trop éloigné, par une politique de défense commune. Un approfondissement, pas une perte de substance! C'est de cela qu'a besoin la CEE. Et il ne faut pas toujours en repousser la date!

Les voisins les plus proches et les plus importants de notre peuple sont les Français et les Polonais, puis les Néerlandais, les Tchèques et tous les autres. Vis-à-vis des Polonais et des Français, nous devons faire des efforts particuliers

sur le plan politique et psychologique. Dans nos rapports avec la Pologne, cela signifie une reconnaissance stricte et claire de la frontière occidentale de la Pologne - sans argutie juridique et sans condition! Les Polonais n'ont aucune responsabilité dans le déplacement vers l'Ouest de leur peuple par la puissance de Staline. Les Polonais ne l'ont pas voulu; ils en ont pris leur parti. Qu'on en soit venu là, c'est bien le résultat des attaques des Allemands d'abord contre la Pologne puis contre l'Union soviétique.

Aujourd'hui, nous devons une fois pour toutes retirer aux Polonais la crainte d'un nouveau déplacement de leur frontière. Les territoires de la RDA et de la République fédérale offrent suffisamment de place à 77 ou même 80 millions d'hommes pour vivre dans un état de bien-être qu'il construiront eux-mêmes. L'argument du prétendu peuple sans espace s'est révélé depuis des décennies être une aberration sur le plan économique. Tirons-en enfin les conclusions qui s'imposent!

Il n'y a aucun peuple ni aucun gouvernement sur terre qui reconnaitrait les prétentions frontalières des Allemands sur la Pologne. Maintenir ces prétentions, c'est se conduire soi-même à l'isolement: un obstacle de taille à la reconnaissance internationale du processus de rapprochement des Allemands.

Aucun autre peuple que les Français n'est plus important pour cette reconnaissance internationale du processus de rapprochement. Depuis de longues années, le peuple français répond avec une grande majorité "Les Allemands" aux questions des sondages sur son meilleur ami. Et les Allemands répondent eux aussi avec la même majorité à la même question: les Français. Le travail sur plusieurs décennies d'hommes comme Jean Monnet, Schumann, de Gaulle, Giscard d'Estaing et Mitterrand et le travail d'Adenauer et d'autres a porté de bons fruits en ce qui concerne le sentiment de la nation française et allemande l'une pour l'autre. Aucune autre nation au monde que les Français ne pourrait donner une meilleure légitimation, et la rendre encore plus crédible, au désir des Allemands de se rapprocher les uns des autres et de construire ensemble un toit commun.

Pourtant, je le sais bien, il y a dans la classe politique française des réticences. Elles résultent d'une comparaison chiffrée de l'économie et de la démographie, des souvenirs du passé et, en partie, des maladresses de Bonn. Mais ce n'est pas pour autant que les choses doivent en rester là. Paris dispose d'atouts que nous ne possédons pas et ne pouvons acquérir.



C'est le siège permanent au conseil de sécurité des Nations-Unies; plus important encore, c'est l'engagement dans le traité de Paris (qui consacre le droit de réserve des Alliés sur l'Allemagne dans son ensemble) et dans l'accord quadripartite sur Berlin; et plus important encore, c'est le considérable armement atomique autonome qui nous est prohibé en droit par le traité sur non-prolifération des armes nucléaires.

Bien plus important encore que tout cela, la France a dans le monde un énorme prestige comme nation, fondé sur son histoire et sa civilisation, tandis que sur nous, Allemands, pèsera encore pendant des générations le souvenir d'Auschwitz et de tous les autres crimes nazis.

Nous, les Allemands, nous croyons les Français quand ils disent vouloir développer la Communauté Européenne pour en faire une Europe Unie. Nous ne pouvons pas en faire autant avec les Anglais. Aucun Anglais ne peut attacher 77 millions d'Allemands à l'Occident. Aucun président américain de Georgie ou de Californie ou d'ailleurs encore ne le peut non plus. En revanche, de Gaulle y est arrivé ainsi que Giscard d'Estaing; Mitterrand aussi et la France tout entière.

Nous, les Allemands, nous avons besoin des Français, de leur compréhension, de leurs initiatives et de leur direction.

## Fundação Cuidar o Futuro

Il est nécessaire et urgent, me semble-t-il, que Bonn redevienne conscient du rôle-clef de la France - car il en va de l'intérêt de l'Allemagne - que tout le monde à Bonn soit conscient à chaque étape de la "bonne entente" qui veut que nous ne fassions aucun pas sans la France et laissions à Paris la priorité qui revient aux Français. Mieux même: si un jour les troupes américaines et soviétiques sont considérablement réduites en Europe centrale, ce devrait être à un Français de prendre le commandement suprême en Europe dans le cadre de l'Alliance. Bien entendu, cela suppose que les Français eux-mêmes en soient d'accord.

Les ensembles de puissance ne durent pas éternellement: l'histoire des Etats fait ses propres lois. Il en est allé ainsi au XIX-ème siècle lorsqu'en 1814/1815 cinq puissances ont tenté d'établir un équilibre en Europe au Congrès de Vienne. Cela a tenu un certain temps mais, au plus tard, à la moitié du siècle, la construction était devenue branlante. Il en est allé ainsi au XX-ème siècle où d'abord l'impérialisme hitlérien puis, aujourd'hui, l'impérialisme stalinien se sont effondrés.

Au XXI-ème siècle, les Français et les Polonais vont rester nos voisins les plus importants. Et de même que les Polonais ont tenu - pendant des siècles et pour finir avec succès - à leur volonté de reconstruire leur Etat ("La Pologne n'est pas perdue"), nous, les Allemands, nous tiendrons à notre unité nationale. Mais nous devons savoir une chose: cela ne se fera pas sans nos voisins!

C'est l'absence générale d'une conscience européenne dans les têtes des hommes politiques allemands qui a eu des conséquences dramatiques après 1890 et de nouveau après 1919. Après 1890, plus personne à Berlin n'a compris combien les autres puissances européennes tenaient à l'équilibre. Avec une naïveté égocentrique, l'Allemagne wilhelminienne s'est fait beaucoup trop d'ennemis, par raison impérialiste. Après 1919, Locarno pour la France et Rapallo pour l'Union soviétique n'étaient plus que ces coups de tactique. Stresemann a même refusé expressément un Locarno-Est avec la Pologne.

Pour que tout ceci ne se répète pas, j'ai une série de demandes aux Allemands d'ici et de l'autre côté.

Une démarche séparée germano-allemande ne peut pas nous conduire au but. Prenons en considération nos voisins! Et aussi les intérêts stratégiques de la sécurité de l'Union soviétique.

## Fundação Cuidar o Futuro

Prenons pour exemple pour les négociations de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles les acquis spectaculaires du traité sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, à savoir les contrôles réciproques et les inspections qui ont déjà eu lieu par centaines.

Ni le maintien des deux alliances militaires, ni le maintien de la présence d'une partie de troupes étrangères ne doit nous empêcher, nous, les Allemands, dans les deux Etats, d'élargir par exemple nos réseaux routiers, ferroviaires, aériens ou téléphoniques, de les moderniser et de les relier l'un à l'autre. L'idée de Modrow de créer une communauté contractuelle et celle de Kohl de créer de nouvelles institutions communes vont bien ensemble, sans problème. Alors, que l'on s'y mette! Le récent accord sur les voyages privés et leur financement est un bon début.

Que nos gouvernements aillent de l'avant, pas à pas et en préservant les préférences et qu'ils évitent toute surprise à nos voisins et nos partenaires! Ce n'est pas seulement dans l'intérêt réciproque de nos deux Etats mais dans celui

de tous nos voisins d'utiliser l'édifice du processus d'Helsinki, mis en place en 1975 et qui dure encore.

Nous, les Allemands de l'Ouest, nous devons nous résoudre à fournir une aide économique généreuse aux Etats démocratique de l'Est, mais pas seulement par le biais du gouvernement fédéral ou du Bundestag car cela susciterait l'envie et le soupçon, mais par l'entremise de la Communauté Européenne. Soyons pour des traités de coopération entre la CEE et les Etats démocratiques de l'Europe de l'Est. Sur le plan bilatéral, il y a suffisamment à faire, par exemple l'envoi de jeunes médecins pour assurer les services d'urgence ou de nuit, ou l'envoi de contremaîtres ou par exemple encore dans le domaine de l'environnement!

Bien entendu, c'est celui qui a le plus qui doit donner le plus: ceci vaut pour les Etats membres de la CEE autant que pour les personnes privées. Sans craindre pour ma popularité, j'ajouterais: faisons donc, nous les Allemands de l'Ouest, un sacrifice sensible pour tout le monde, que ce soit sous la forme d'un impôt sur la fortune ou d'une augmentation temporaire de l'impôt sur les revenus, sur le salaire et sur les sociétés. Que les groupes parlementaires débattent en commun des mesures à prendre et les votent. Fermons la porte à l'opportunisme vis-à-vis des philistins et des extrémistes, de droite ou de gauche.

## Fundação Cuidar o Futuro

Personne ne devrait faire de la politique inter-allemande un thème de campagne électorale: en Hongrie ou en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en RDA, ce n'est pas le "capitalisme" qui a gagné ni l'économie sociale de marché ni tout autre système. Ce qui a gagné, c'est l'élan vers la liberté.

N'oublions pas que les citoyens de la RDA doivent décider eux-mêmes de qu'ils veulent. Pour ce faire, il leur faut un peu de temps.

N'oubliez pas que nous ne devons jamais laisser planer le doute sur la confiance qu'ont les autres en nous. Il ne suffit pas de tomber dans les bras l'un de l'autre au-dessus des tombes et dans les camps de concentration. Ce qui compte, c'est la manière dont nous mettons en pratique jour après jour notre politique envers nos voisins.

En me tournant vers les citoyens de la RDA, je dirais: après votre chef-d'œuvre de non-violence, nous espérons de vous, Allemands de la RDA, un chef-d'œuvre de précaution, de ténacité et de patience. Plus la date des élections libres se fait attendre, plus le risque de désordre de l'économie et de l'Etat grandit. En

revanche, plus tôt les élections auront lieu, plus difficile sera la libre organisation de partis démocratiques, l'organisation de Congrès et l'établissement de listes de candidats. Pour cette raison il faut que vous ayez tout de suite accès à des téléphones, télécopieurs, à la télévision, aux imprimeries et à du papier.

En même temps, je vous demanderais très nettement ceci: résistez à toutes les tentations de vous faire justice vous-mêmes. Ne donnez jamais l'occasion à quiconque d'utiliser la violence. Ayez confiance en la force auto-curative de votre propre mouvement.

Votre situation économique va dans un premier temps empirer. Ayez donc confiance en notre volonté de vous aider. Dites-nous ce dont vous avez besoin, n'ayez pas peur du fantôme du capitalisme qui est supposé vous dévorer car rien ne peut se faire en RDA sans la volonté de vos représentants du peuple librement élus.

Et ne vous laissez pas entraîner dans une campagne anti-polonaise. Qu'y gagnerait la liberté si, après la chute du mur et la disparition des fils de fer babelés, l'Oder devenait une frontière infranchissable ? L'époque d'une existence en cage est révolue. C'en est fini des campagnes dirigées d'un peuple contre un autre!

N'oubliez pas ceci: sans les révolutions en Pologne puis en Hongrie, la révolution en RDA n'aurait jamais abouti sans violence - et sans la tolérance de la direction soviétique non plus. Gorbatchev a pris un risque en respectant le droit international; Brejnev, en revanche, aurait lancé les chars. Nous autres en Europe avons intérêt à ce que Gorbatchev reste en place et que son expérience réussisse. Un jour alors, on en viendra à la construction d'une authentique maison européenne.

Les paroles que Walter Momper a prononcées le 10 novembre, à savoir que les Allemands ont été ce jour-là le peuple le plus heureux, sont tout aussi vraies que cette phrase que je considère aujourd'hui comme indispensable: nous, les Allemands, sommes appelés aujourd'hui et demain par l'histoire à affiner notre sens politique et notre conscience historique, davantage que nous l'avons jamais fait jusqu'à présent.

**Je remercie la ville de Berlin de m'avoir fait en ce moment-ci citoyen d'honneur.  
Nous sommes à l'aube. Comme je me réjouirais de vivre le jour à venir et voir  
Berlin dans son nouvel éclat!**

Fundação Cuidar o Futuro